



**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**LETTER OF INTEREST
LETTRE D'INTÉRÊT**

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Services Procurement-Instruments Management
Division/Approvisionnement de services-Gestion des
instruments
Terrasses de la Chaudière 5th Floor
10 Wellington Street
Gatineau
Quebec
K1A 0S5

Title - Sujet PASS SA Re-competition 2018 - LOI	
Solicitation No. - N° de l'invitation E60ZQ-180001/B	Date 2018-12-20
Client Reference No. - N° de référence du client E60ZQ-180001	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$\$\$Q-006-34423
File No. - N° de dossier 006zq.E60ZQ-180001	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2019-01-02	
Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time EST	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: de Leon, Philip	Buyer Id - Id de l'acheteur 006zq
Telephone No. - N° de téléphone (613) 302-0769 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

**CECI N'EST PAS UNE DEMANDE DE SOUMISSIONS
C'EST UN LETTRE D'INTÉRÊT (LI) QUI SERT À DES FINS D'INFORMATION SEULEMENT.
IL N'EST PAS NÉCESSAIRE DE SOUMETTRE UNE RÉPONSE À LA PRÉSENTE LI**

La présente lettre d'intérêt (LI) vise à partager les commentaires soumis en réponse à la demande de renseignements (DDR) E60ZQ-180001/A, identifier les changements qui ont été intégrés dans la demande d'arrangements en matière d'approvisionnement (DAMA) prévue et publier un résumé de la séance d'information qui a eu lieu dans le cadre du processus DDR susmentionnées.

APERÇU

L'arrangement en matière d'approvisionnement de services professionnels de soutien à la vérification (AMA-SPSV) est un outil d'approvisionnement obligatoire dans l'ensemble du gouvernement fédéral pour la prestation des services professionnels nécessaires au respect des obligations établies dans deux politiques du Conseil du Trésor : la Politique sur la vérification interne et la Politique sur le contrôle interne

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) et le Bureau du contrôleur général du Secrétariat du Conseil du Trésor (BCG-SCT) ont établi la présente méthode d'approvisionnement de l'AMA à l'appui de la Politique sur la vérification interne du gouvernement du Canada. L'AMA couvre des services dans les huit (8) volets de travail ci-dessous :

Volet 1 : Direction générale des services de vérification interne;
Volet 2 : Évaluations de qualité de la vérification interne;
Volet 3 : Vérification en technologies de l'information et des systèmes;
Volet 4 : Vérification judiciaire;
Volet 5 : Vérification externe;
Volet 6 : Services de comptabilité financière;
Volet 7 : Formation en matière de contrôle interne; et
Volet 8 : Vérification des bénéficiaires et des accords de contribution.

La période de tout AMA subséquent devrait être la date de l'octroi jusqu'au moment où le Canada décide d'émettre un nouvel appel d'offres pour l'AMA ou jusqu'à ce qu'il ne le considère plus comme utile, ou décider de procéder avec un mécanisme approvisionnement différent. L'intention est de publier la DAMA à l'hiver 2018. Il s'agit là d'un échéancier estimé fourni à des fins d'information seulement. TPSGC se réserve le droit de modifier l'échéancier d'approvisionnement s'il juge à propos de le faire.

REMARQUE À L'INTENTION DES FOURNISSEURS ÉVENTUELS

La présente LI vise à partager des **renseignements uniquement**. Le fait que vous avez informé-vous avec le contenu de la présente LI ne constitue pas un préalable pour la réception de tout AMA subséquent pour la prestation des services décrits.

La publication de la présente LI ne doit pas être interprétée comme un engagement de la part du Canada d'émettre une DAMA subséquente pour répondre à ce besoin, et aucun accord ou marché ne sera conclu avec un fournisseur sur la base de la présente LI. La présente LI ne doit nullement être considérée comme une autorisation donnée par le Canada aux fournisseurs d'entreprendre tout travail qui entraînerait des frais pour le Canada. Le Canada ne sera aucunement responsable des coûts, honoraires ni dépenses d'un fournisseur à cause des actions prises suivantes à la présente LI et ne les remboursera pas. Il ne sera aucunement lié par les éléments énoncés dans le présent document. Le Canada se réserve le droit de modifier, en tout temps, une partie ou la totalité de la DAMA, s'il le juge nécessaire.

La présente LI ne constitue pas un appel d'offres et aucun marché subséquent ne sera attribué. Par conséquent, les fournisseurs éventuels des services décrits dans la LI ne doivent pas réserver des stocks ou des installations ni affecter des ressources en fonction des renseignements figurant dans la LI.

AUTORITÉ CONTRACTANTE

Philip de Leon
Chef d'équipe d'approvisionnement
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction des achats
Direction de l'acquisition de services professionnels
Les Terrasses de la Chaudière
10, rue Wellington
Gatineau (Québec) K1A 0S5
Téléphone : 613-302-0769
Courriel : philip.deleon@ tpsgc-pwgsc.gc.ca

SPSV DDR E60ZQ-180001/A - Résumé des commentaires et des changements applicables à la DAMA

QUALIFICATIONS DES SPSV			COMMENTAIRES DES FOURNISSEURS ¹ (en réponse à la demande d'information)		Changement(s)/non-changement(s) applicable(s) à la DAMA finale (y compris la justification)
ENJEU	CONTEXTE	NOUVEAUX BESOINS			
1) VOLET 1 : Éventail des activités	Des activités supplémentaires qui peuvent s'appliquer à la vérification interne.	<p>Dans l'annexe A, Énoncé des besoins (EB), volet 1 :</p> <p>Ajouté à l'éventail des activités :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Élaboration de méthodes pour les activités relatives à la vérification; • Recherche (propre à la vérification, services généraux et pratiques exemplaires); • Analyse de données, y compris l'élaboration ou l'utilisation d'outils d'intelligence artificielle; • Élaboration d'un éventail d'approches, de techniques et de formats d'établissement de rapports (communication) narrative, élément graphique, tableaux de bord, etc.); • Présentation de séances de sensibilisation ou de formation en matière de vérification. 	<ul style="list-style-type: none"> En ce qui a trait à l'activité ajoutée : « Analyse de données, y compris l'élaboration ou l'utilisation d'outils d'intelligence artificielle », nous recommandons que l'État précise que ces activités sont acceptables si elles sont réalisées à l'appui d'une vérification. De même, nous recommandons que l'analyse des données à l'appui des activités de comptabilité et de gestion financière soit également jugée acceptable pour les activités du volet 6. Nous appuyons pleinement l'inclusion de l'analyse des données dans l'éventail des activités du volet 1. Vérification interne. Les ressources apportant une expertise spécialisée en analyse de données et en IA ont souvent d'autres désignations qui confirment leurs domaines de spécialisation. Nous recommandons l'utilisation de la catégorie « Spécialiste du soutien à la vérification » pour les ressources spécialisées en analyse de données et en IA pour les PME, car les titres applicables aux catégories de ressources « Partenaire », « Gestionnaire de projet/Chef de projet », « Vérificateur principal » et « Vérificateur » ne sont pas appropriés aux ressources spécialisées. Avec l'émergence de l'IA au sein des outils de vérification, nous encourageons l'équipe de l'AMA-SPSV à se renseigner et à prendre conscience des désignations spécifiques à l'IA, telles que la certification de niveau 1 du système expert « Text to Software ». L'inclusion des désignations d'IA dans l'évaluation des ressources encourage l'utilisation de ressources de meilleure qualité et possédant l'expérience requise pour appuyer la mission. L'analyse des données, les outils d'IA de RO et l'élaboration d'approches d'établissement de rapport pourraient être présents dans un certain nombre de volets. Ils ne se retrouvent pas que dans un seul domaine. Au minimum, ils devraient également faire partie du volet 6. Le rendement de l'analyse des données et l'utilisation des outils d'IA ne sont généralement pas effectués par des professionnels détenant un titre professionnel CPA ou CIA. L'État envisagerait-il de modifier les titres professionnels ou la formation pour y inclure des titres liés aux TI, comme dans le cas du volet 3? 		
2) VOLET 2 : Manque de clarté relativement aux exigences du volet 2, Inspections des pratiques	<p>Les ministères utilisent ce volet à la fois pour les inspections des pratiques et pour la validation des autoévaluations.</p> <p>En raison de la nature du travail, les exigences en matière d'expérience devraient être davantage axées sur</p>	<p>Dans l'annexe A, EB, volet 2 :</p> <p>Le titre du volet a été remplacé par « Évaluations de qualité de la vérification interne ».</p> <p>Les exigences au niveau de l'organisation (certification CIA, formation à</p>	<p>Mesure requise</p> <p>Selon les commentaires concernant l'analyse des données et l'élaboration ou l'utilisation d'outils d'intelligence artificielle, c'est évident que cette activité pourrait être présente dans plusieurs volets, pas seulement dans le volet 1.</p> <p>Étant donné que l'éventail des activités fournis pour chaque volet n'est pas exhaustif, cette activité est retirée de la description du volet 1 et n'est pas ajoutée à d'autres volets. Cela ne signifie pas que l'analyse des données et/ou l'élaboration ou l'utilisation d'outils d'IA ne peuvent pas faire partie d'un engagement effectué dans le cadre de l'un des volets; cependant, un engagement qui est exclusivement pour l'analyse de données et/ou l'élaboration ou l'utilisation d'outils d'IA ne pourrait pas être considéré comme expérience pertinente pour le volet pour lequel il est proposé, s'il n'est pas démontré que cela a été fait à l'appui d'une vérification.</p> <p>Mesure requise</p> <p>Volet 2 – Compétences obligatoires : Compétences et expérience obligatoires minimales pour les catégories de ressources :</p> <ul style="list-style-type: none"> Le partenaire/directeur général ET le chef de projet/Gestionnaire de projet doivent se qualifier au cours de formation sur l'évaluation de la qualité de l'IA. Le partenaire/directeur général doit avoir un minimum de huit (8) années cumulatives d'expérience en vérification acquise au cours des dix (10) dernières années, y compris au moins deux (2) années cumulatives d'expérience en vérification interne. Il doit aussi avoir 		

¹ Pour faciliter l'examen de l'information, les points/recommandations clés fournis par les fournisseurs sont en caractères gras.

SPSV DDR E60ZQ-180001/A - Résumé des commentaires et des changements applicables à la DAMA

QUALIFICATIONS DES SPSV			COMMENTAIRES DES FOURNISSEURS ¹ (en réponse à la demande d'information)		Changement(s)/non-changement(s) applicable(s) à la DAMA finale (y compris la justification)
ENJEU	CONTEXTE	NOUVEAUX BESOINS			
3) VOLET 3 : Titres professionnels liés à la TI pour le volet 3, Vérification en technologies de l'information et des systèmes	La vérification interne et l'évaluation de la qualité, plutôt que sur la vérification générale.	l'évaluation de la qualité de l'IA, guides et dispositions de l'IPPF ont été entièrement mises en œuvre. Les exigences en matière d'expérience au niveau des ressources ont été révisées.	<p>Dans l'annexe A, EB, volet 3 :</p> <p>Ajout des titres professionnels liés à la TI suivants pour les catégories de ressources applicables :</p> <ul style="list-style-type: none"> - GEIT (accréditation relative à la gouvernance de la technologie de l'information d'entreprise) - CRISC (accréditation relative au contrôle des systèmes d'information et des risques) - ITIL (Information Technology Infrastructure Library) - COBIT <p>Les ressources qui travaillent dans le domaine de vérification en technologies de l'information et des systèmes sont tenues d'avoir un titre professionnel, mais pas nécessairement un titre qui se rapporte à la TI.</p> <p>Exigence actuelle : « Titre professionnel, soit l'un des suivants : CPA, CA, CMA, CIA, CGAP, CISA, CISM ou CISP ».</p>	<ul style="list-style-type: none"> Les autres titres professionnels proposés ne sont pas tous pertinents ou aussi solides que les titres professionnels des exigences actuelles. Il n'est pas approprié de suggérer que ces titres ou certifications sont équivalents. <p>Par exemple, la CGEIT se rapporte à la gouvernance des TI et ne comprend pas les connaissances ou les compétences liées à la vérification. En outre, la CGEIT n'exige qu'une année d'expérience, alors que le CISA, par exemple, exige cinq ans. De plus, les exigences relatives au maintien du titre ou de la certification varient, et certains des nouveaux « titres » proposés ne prévoient aucune exigence en matière de formation professionnelle continue pour le maintien du titre ou de la certification.</p> <p>Nous recommandons que l'État maintienne les exigences actuelles en matière de titre professionnel (c.-à-d. CPA, CA, CMA, CIA, CGAP, CISA, CISM ou CISP) pour les catégories Partenaire/Directeur général et Gestionnaire de projet/Chef de projet.</p> <p>Nous recommandons également que l'État examine les exigences actuelles relatives aux titres professionnels et à la certification proposés, le niveau d'expérience attendu et l'exigence permanente de maintien des titres et de la certification et confirme si elles couvrent l'éventail des activités décrites à la page 51 de l'ébauche de DAMA et détermine si elles répondent aux besoins de l'AMA-SPSV subséquent.</p> <p>En ce qui concerne les nouveaux titres proposés (qui, à notre avis, conviennent mieux aux catégories de Vérificateur principal), nous aurons besoin de précisions sur les points suivants :</p> <p>ITIL : la référence correcte est probablement « ITIL ». Cette certification présente des niveaux variables, il serait donc utile d'obtenir des renseignements supplémentaires.</p> <p>COBIT : il convient de préciser s'il s'agit de l'évaluateur certifié COBIT.</p> <ul style="list-style-type: none"> Nous sommes d'accord avec l'inclusion d'autres désignations liées aux TI. <p>Pour plus de clarté, nous suggérons la formulation suivante :</p> <p>« Titre professionnel, soit l'un des suivants : CPA, CA, CMA, CIA, CGAP, CISA, CISM, CISP, CGEIT, CRISC, ITIL, COBIT, TOGAF, Zachman Certified ».</p> <ul style="list-style-type: none"> Nous supposons que « GEIT » devrait être « CGEIT ». Nous supposons que « ITIL » devrait être « ITIL ». <p>ITIL et COBIT ne sont pas des titres professionnels liés aux TI, mais plutôt des cadres de TI pour la prestation de services et les contrôles.</p>	<p>dirigé ou complété trois (3) évaluations externes d'une vérification interne.</p> <ul style="list-style-type: none"> Le chef de projet/Gestionnaire de projet doit avoir un minimum de six (6) années cumulatives d'expérience en vérification acquise au cours des dix (10) dernières années, y compris au moins deux (2) années cumulatives d'expérience en vérification interne. Il doit aussi avoir dirigé ou complété deux (2) évaluations externes d'une vérification interne. <p><u>Titres professionnels liés à la TI</u></p> <p>Contexte</p> <p>A la suite de l'examen des commentaires des fournisseurs et d'autres sources d'information, il a été noté que les nouveaux titres professionnels en TI proposés (CGEIT, CRISC, ITIL et COBIT) pourraient ne pas fournir le niveau d'expérience en TI attendu ou les connaissances et compétences en matière de vérification requises.</p> <p>Mesure requise</p> <p>Supprimer les titres professionnels suivants des catégories de ressources Partenaire/Directeur général, Gestionnaire de projet/Chef de projet et Vérificateur principal :</p> <ul style="list-style-type: none"> o GEIT o CRISC o ITIL o COBIT

¹ Pour faciliter l'examen de l'information, les points/recommandations clés fournis par les fournisseurs sont en caractères gras.

SPSV DDR E60ZQ-180001/A - Résumé des commentaires et des changements applicables à la DAMA

QUALIFICATIONS DES SPSV			COMMENTAIRES DES FOURNISSEURS ¹ (en réponse à la demande d'information)		Changement(s)/non-changement(s) applicable(s) à la DAMA finale (y compris la justification)
ENJEU	CONTEXTE	NOUVEAUX BESOINS			
4) VOLET 4 : Manque de clarté concernant les études et la qualification professionnelle pour le volet 4, Vérifications judiciaires	Les exigences en matière d'études et de titre professionnel pour diverses catégories de ressources comprenaient l'option suivante : « un diplôme d'études policières, comprenant le Collège de la Gendarmerie royale du Canada (GRC), et X années d'expérience au sein d'un service de police ».	Dans l'annexe A, EB, le volet 4 : La qualification en matière d'études et de titre professionnel a été révisée pour supprimer l'obligation que la ressource possède un diplôme d'études policières; maintenant, on exige que la ressource possède un nombre minimal d'années d'expérience au sein d'un service de police.	<p>Un certificat pour les niveaux de base ITIL et COBIT peut être obtenu sans aucun type d'expérience de formation en cours d'emploi, ce qui n'est pas conforme à chacune des autres certifications et des titres énumérés. CPA, CA, CMA, CIA, CGAP, CISA, CISM, CISSP, CGEIT et CRISC exigent tous un stage pratique avant d'obtenir ce titre.</p> <p>Nous suggérons que ni les certificats ITIL ni les certificats COBIT ne soient ajoutés comme titres liés à la TI pour le volet 3 : Vérifications des technologies et des systèmes d'information.</p> <ul style="list-style-type: none">Il sera utile d'ajouter les titres professionnels liés à la TI suivants pour les catégories de ressources applicables :<ul style="list-style-type: none">- GEIT- CRISC- ITTL- COBITNous convenons qu'un diplôme d'études policières peut ne pas être suffisant pour démontrer les compétences et aptitudes nécessaires de la part des ressources proposées. Toutefois, le fait d'admettre les compétences des ressources en se fondant uniquement sur l'expérience d'emploi au sein d'organisations de services de police ne suffit pas, car cela pourrait comprendre des personnes qui n'ont pas occupé de fonctions policières et qui n'ont pas d'expérience policière pertinente (p. ex. rôles civils ou administratifs). De plus, de nombreux aspects du maintien de l'ordre ne sont pas pertinents à ce volet (p. ex., l'application de la loi en matière de circulation).Nous recommandons que l'État envisage d'exiger que les personnes proposées démontrent leur expérience dans un rôle de maintien de l'ordre pertinent au volet, comme en ayant de l'expérience en matière d'enquête, etc. Pour le volet 4 : Vérifications judiciaires – Éducation, nous recommandons l'inclusion de certificats d'études policières reconnus du Collège canadien de police ou du Collège de la Gendarmerie royale du Canada en plus de la preuve des années d'expérience.Les cours offerts au Collège canadien de police à Ottawa sont donnés par la GRC. Les certificats pour les niveaux Général et Avancé sont remis après la réussite des cours. Consulter les exemples fournis à l'annexe A – Exemples de certificats du Collège canadien de police.Nous suggérons que l'expérience au sein des services de police pertinente au volet 4 soit liée à la conduite d'enquêtes judiciaires et d'enquêtes sur les fraudes. Par exemple, le fait d'avoir de l'expérience en matière de crimes commerciaux s'appliquerait au volet; cependant, de l'expérience du côté de la sécurité routière ne s'appliquerait pas.		
5) TOUS LES VOIETS : Les ressources au	Auparavant, toute ressource proposée ayant suffisamment d'années d'expérience générale ou	Dans l'annexe A, EB, volets 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 8 :	<ul style="list-style-type: none">Dans le volet 6, à la page 7 de la DDR, le changement proposé se lit comme suit : « ... au moins deux (2) ans d'expérience cumulative en matière de <i>direction de projets de vérification</i> ».		
			<p>Formation/qualification professionnelle – Services de police</p> <p>Contexte</p> <ul style="list-style-type: none">La section sur la formation et les qualifications professionnelles pour toutes les catégories de ressources (à l'exception de Partenaire et de Directeur général) comprend une référence relative à l'expérience au sein d'un service de police. Il n'y a aucune mention du type d'expérience requise au sein des services de police.Cependant, plus de renseignements sur ce qui constitue un « service de police » sont inscrits dans la section sur l'expérience des ressources applicables (à l'exception du Vérificateur subalterne) – « ... doit avoir au moins XX années d'expérience dans le domaine de la vérification judiciaire ou des enquêtes. » <p>Mesure requise</p> <ul style="list-style-type: none">Aucune mise à jour n'est requise à la section Formation et qualifications professionnelles pour les catégories de ressources suivantes : Gestionnaire de projet/Chef de projet; Vérificateur principal et Vérificateur.Mettre à jour la formulation de la section sur la formation et les qualifications professionnelles de la ressource Vérificateur subalterne : « ... OU cinq (5) ans d'expérience au sein d'un service de police pertinent au volet. » <p>Contexte</p> <p>La section sur l'expérience de la catégorie de ressource Gestionnaire de projet/Chef de projet indique le type de projets à mener. Par exemple, pour le volet 1 : Vérification interne, la section sur l'expérience se lit : « ... au moins</p>		

¹ Pour faciliter l'examen de l'information, les points/recommandations clés fournis par les fournisseurs sont en caractères gras.

SPSV DDR E60ZQ-180001/A - Résumé des commentaires et des changements applicables à la DAMA

QUALIFICATIONS DES SPSV			COMMENTAIRES DES FOURNISSEURS ¹ (en réponse à la demande d'information)		Changement(s)/non-changement(s) applicable(s) à la DAMA finale (y compris la justification)
ENJEU	CONTEXTE	NOUVEAUX BESOINS			
niveau du Gestionnaire ou du Chef de projet n'ont pas besoin de démontrer leur expérience en gestion de projet pour satisfaire aux qualifications requises	pertinente au volet aux exigences minimales, même si elle n'a jamais dirigé un projet de vérification.	L'exigence suivante en matière d'expérience pour le Gestionnaire ou le Chef de projet a été ajoutée : Deux (2) ans d'expérience cumulée dans la direction de projets de vérification pertinents au volet.	<p>La page 56 se lit comme suit : « ... au moins deux (2) ans d'expérience en matière de direction de projets de services financiers et comptables et de services connexes ».</p> <p>Nous recommandons d'avoir de l'expérience en matière de <i>direction de projets de services financiers et comptables, car cette expérience est plus étroitement liée à l'étendue des services exigés dans le cadre du volet 6.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Nous sommes d'accord avec l'ajout de la formulation visant à appuyer la démonstration de l'expérience pertinente pour la ressource Gestionnaire de projet/Chef de projet. Plus précisément, deux (2) années d'expérience en gestion de projet à la direction d'une vérification pertinente aux volets 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 8 est une exigence obligatoire raisonnable pour le candidat à la ressource Gestionnaire de projet/Chef de projet. Nous sommes d'accord avec l'ajout de l'exigence en matière d'expérience pour la catégorie de ressource Gestionnaire de projet/Chef de projet : Deux (2) ans d'expérience cumulée dans la direction de projets de vérification pertinents au volet. Nous suggérons respectueusement que les services d'approvisionnement envisagent de supprimer le mot « vérification » de l'expression « projets de vérification » afin de lire « ... expérience en matière de direction de projets pertinents au volet particulier ». <p>Par exemple, dans le volet 3, l'exigence liée au Gestionnaire de projet/Chef de projet à la page 52 de 60 se lit comme suit : « ... y compris au moins deux (2) années cumulatives d'expérience en matière de direction de projets de vérification interne. » Nous recommandons que cela soit changé, pour « en matière de direction de projets pertinents au volet 3. »</p>		
PROCÉDURES D'ÉVALUATION					
6) Tous les fournisseurs, y compris les fournisseurs actuels, ont été obligés de démontrer leur conformité à tous les aspects de la DAMA de renouvellement en 2014 afin de se qualifier à nouveau pour un AMA.	Les fournisseurs existants, qui sont ceux à qui l'on avait attribué un AMA-SPSV portant le numéro de série E60ZG-06004/XXX/ZG, étaient tenus de démontrer qu'ils satisfaisaient à tous les critères d'évaluation de la DAMA de renouvellement E60Z en 2014 afin de se qualifier à nouveau pour un AMA.	À la partie 5, Attestations : La DAMA de renouvellement comprend une attestation de droits acquis qui s'applique aux fournisseurs existants ayant obtenu un AMA-SPSV portant le numéro de série E60ZQ-140002/XXX/ZQ et qui souhaitent obtenir un nouvel AMA pour le ou les mêmes volets qui avaient été autorisés dans le cadre de leur AMA précédent.	<ul style="list-style-type: none"> Ayant assisté à la séance d'information à l'intention des soumissionnaires le 11 septembre 2018, nous comprenons que l'attestation de droits acquis ne s'appliquera qu'au niveau de l'entreprise et que les détenteurs actuels d'AMA-SPSV ne sont pas tenus de certifier les ressources proposées au moment du renouvellement de 2015 ou avant. Nous souscrivons à cette approche. Nous appuyons pleinement le fait que la DAMA de renouvellement comprenne une attestation de droits acquis qui s'applique aux fournisseurs existants ayant obtenu un AMA-SPSV portant le numéro de série E60ZQ-140002/XXX/ZQ et qui souhaitent obtenir un nouvel AMA pour le ou les mêmes volets qui avaient été autorisés dans le cadre de leur AMA précédent. Le niveau d'effort pour préparer une réponse au renouvellement a toujours été très élevé et représente une dépense très coûteuse pour tous les fournisseurs vérifiés de l'AMA-SPSV. Il est utile que la DAMA de renouvellement comprenne une attestation de droits acquis qui s'applique aux fournisseurs existants ayant obtenu un AMA-SPSV portant le numéro de série E60ZQ-140002/XXX/ZQ et qui souhaitent obtenir un nouvel AMA pour le ou les mêmes volets qui avaient été autorisés dans le cadre de leur AMA précédent. 		
7) TOUS LES VOILETS : Le nombre de ressources	Pour le CTO2 de la DAMA précédente, les fournisseurs étaient tenus de démontrer qu'ils disposaient d'un	Dans la pièce jointe A – Critères d'évaluation technique, A3 :	<ul style="list-style-type: none"> Le fait de limiter la période au cours de laquelle l'expérience doit être démontrée a une incidence sur la capacité de tous les fournisseurs à soumissionner (ou à proposer des personnes qualifiées) si la période n'est pas respectée. Nous recommandons des délais plus longs, si un intervalle de temps est compris dans les exigences. 		

¹ Pour faciliter l'examen de l'information, les points/recommandations clés fournis par les fournisseurs sont en caractères gras.

SPSV DDR E60ZQ-180001/A - Résumé des commentaires et des changements applicables à la DAMA

QUALIFICATIONS DES SPSV			COMMENTAIRES DES FOURNISSEURS ¹ (en réponse à la demande d'information)		Changement(s)/non-changement(s) applicable(s) à la DAMA finale (y compris la justification)
ENJEU	CONTEXTE	NOUVEAUX BESOINS			
proposées par le fournisseur dépasse les exigences du CTO2	nombre minimum spécifié de ressources, mais il n'y avait aucune limite quant au nombre de ressources pouvant être proposées pour atteindre ce minimum. Par conséquent, si le nombre de ressources proposé pour une catégorie était supérieur au nombre minimum, il fallait évaluer chacune d'entre elles jusqu'à ce que le nombre requis de ressources soit jugé conforme aux qualifications minimales requises pour cette catégorie. Exemple : Les fournisseurs devaient démontrer qu'un (1) gestionnaire de projet ou chef de projet possédait les qualifications minimales obligatoires. Si un fournisseur proposait quatre (4) de ces ressources, chacune était évaluée (dans l'ordre présenté) jusqu'à ce qu'une (ou aucune) soit jugée conforme aux exigences de la catégorie.	Bien qu'il n'y aura toujours pas de limite quant au nombre de ressources pouvant être proposées, une limite est en voie d'être établie quant au nombre de ressources qui seront évaluées pour déterminer la conformité au CTO2. Plus précisément, seul le nombre minimal de ressources sera évalué en fonction de leur ordre d'apparition dans l'arrangement. En plus de la formulation ci-dessus, un libellé a été ajouté au CTO2 pour apporter des précisions : la période pendant laquelle l'expérience doit être démontrée; et une limitation des catégories dans lesquelles une seule ressource peut être proposée.			Malgré les commentaires reçus, le changement qui a été mis en œuvre dans l'ébauche de DAMA ne mentionnait pas de « (limite à) la période au cours de laquelle l'expérience doit être démontrée »; il mentionnait une limite supérieure sur le nombre de ressources qui seront évaluées pour déterminer la conformité (alors qu'il n'y avait aucune limite auparavant).
8) Évaluation cotée (c.-à-d. CTC1 à CTC2)	L'évaluation cotée des projets au niveau de l'organisation était subjective et les critères étaient difficiles à appliquer (p. ex., le projet est directement, fortement, quelque	Dans la pièce jointe A, A3 : L'évaluation cotée a été retirée.	<ul style="list-style-type: none">Nous appuyons la recommandation de rejeter les échelles et les critères subjectifs dans le cadre de la méthode d'évaluation standard, car elle favorise habituellement un soumissionnaire privilégié qui a établi sa présence auprès du client avant l'étape du concours. Des échelles d'évaluation subjectives, comme dans l'exemple fourni, encouragent une sélection biaisée, ce qui est contre-productif pour une compétition ouverte et équitable.L'évaluation cotée des projets au niveau de l'organisation était subjective et les critères sont difficiles à appliquer, de plus, pour qu'un projet soit conforme au CTO1, il doit être pertinent au volet, ce qui rend le CTC1 négligeable.		Mesure requise Aucun changement.

¹ Pour faciliter l'examen de l'information, les points/recommandations clés fournis par les fournisseurs sont en caractères gras.

SPSV DDR E60ZQ-180001/A - Résumé des commentaires et des changements applicables à la DAMA

QUALIFICATIONS DES SPSV			COMMENTAIRES DES FOURNISSEURS ¹ (en réponse à la demande d'information)		Changement(s)/non-changement(s) applicable(s) à la DAMA finale (y compris la justification)
ENJEU	CONTEXTE	NOUVEAUX BESOINS			
	peu ou pas du tout lié au volet). De plus, pour qu'un projet soit conforme au CTO1, il doit être pertinent au volet, ce qui rend le CTC1 négligeable.				
9) TOUS LES VOLETS : Manque d'expérience pertinente pour démontrer comment les ressources répondent aux exigences énoncées	Manque de renseignements détaillés concernant : • la portée du projet • les tâches effectuées par la ressource Certains fournisseurs ont tendance à ne fournir qu'une liste des projets réalisés et des antécédents professionnels de leurs ressources. Il est donc difficile d'évaluer efficacement l'expérience de travail des ressources. De plus, l'équipe d'évaluation prend plus de temps pour rechercher d'autres informations pertinentes dans le document de soumission afin d'établir le contexte relatif à l'expérience des ressources.	Dans la pièce jointe A, A4 : Un modèle de réponse de description de projet a été fourni et il est fortement recommandé de l'utiliser.	<ul style="list-style-type: none">Le fait de savoir si l'État avait l'intention d'appliquer le modèle aux qualifications relatives aux projets fournis dans la réponse à la DP ou s'il l'appliquerait au contenu du curriculum vitae pour chaque ressource n'était pas clair. En ce qui concerne les qualifications relatives aux projets, nous sommes d'accord avec l'approche de l'État. Cependant, nous recommandons que le modèle doive obligatoirement faire partie de la réponse plutôt que d'être « fortement recommandé ». <p>En ce qui concerne les détails des projets fournis dans les curriculum vitae des ressources, nous convenons qu'il est nécessaire de fournir des détails sur les projets (p. ex. numéro, organisme client, nom du projet, description et durée, ainsi que le rôle et la description du rôle) pour évaluer l'expérience de la ressource.</p> <p>Toutefois, pour des raisons de sécurité et de confidentialité, nous ne sommes pas toujours en mesure d'inclure le nom du client ; c'est le cas pour les agences de sécurité, certaines sociétés d'État et les sociétés cotées en bourse. Nous tenons à préciser qu'il est acceptable d'identifier le client comme suit : « une entité du secteur X ».</p> <p>De plus, il est coûteux de fournir les références et les coordonnées des clients pour chaque projet faisant partie du curriculum vitae, particulièrement pour les ressources de niveau Partenaire ou Chef de projet dont les projets couvrent une période de 10 ans. Compte tenu des mouvements réguliers et constants d'employés au sein de la fonction publique, y compris ceux qui quittent la fonction publique, il serait déraisonnable de s'attendre à ce qu'un soumissionnaire fasse un suivi continu de cette information, car cela alourdirait le fardeau des soumissionnaires. Nous recommandons fortement de ne pas exiger de renseignements sur les références des clients pour les projets cités dans les curriculum vitae ou dans la documentation à l'appui des exigences relatives aux années d'expérience.</p> <ul style="list-style-type: none">Il peut être utile de fournir un exemple de modèle de projet complet aux soumissionnaires pour déterminer le niveau d'information qu'ils doivent s'attendre à fournir.Nous avons examiné le modèle de description de projet qui figure à la pièce jointe A. <p>Objet : Référence du client (nom, titre, numéro de téléphone, adresse courriel) pour tous les projets soumis.</p> <p>Étant donné la nature de l'environnement de travail du gouvernement fédéral et la mobilité de la main-d'œuvre actuelle, il n'est souvent pas raisonnable (et souvent impossible) de fournir les coordonnées des clients pour les travaux effectués depuis plus de trois ans. Les fonctionnaires du gouvernement fédéral sont une main-d'œuvre très mobile au sein de l'environnement fédéral et il est souvent difficile de les retracer pour vérifier leurs coordonnées actuelles. Les soumissionnaires sont souvent forcés d'inclure des renseignements qui ne sont plus actuels, qu'ils trouvent dans les Services d'annuaire gouvernementaux électroniques (SAGE), ou simplement les derniers renseignements connus en l'absence d'information à jour.</p> <p>Pour les ressources ayant cinq (5) ans ou plus d'expérience, l'inclusion des coordonnées valides des clients pour les projets du gouvernement fédéral (et d'autres projets pertinents) devient impossible et oblige les fournisseurs et les candidats proposés à consacrer un temps déraisonnable à la recherche des renseignements demandés. Encore une fois, les soumissionnaires sont forcés d'utiliser les derniers renseignements connus en l'absence d'information à jour. Lorsqu'il est</p>		
			<p><u>Présentation de références</u></p> <p><u>Contexte</u></p> <p>L'exigence de fournir des renseignements de référence sur les clients remontant à 10 ans est une activité onéreuse pour les fournisseurs et ne fournit pas nécessairement à l'équipe d'évaluation des SPSV des renseignements exacts ou pertinents.</p> <p>Mesure requise</p> <p>- Réviser l'exigence pour : « Les coordonnées du client doivent être fournies pour au moins trois (3) projets réalisés au cours des cinq (5) dernières années. »</p> <p>et</p> <p>« Exceptionnellement, pour les agences de sécurité ou les sociétés cotées en bourse qui ne souhaitent pas être identifiées, il est acceptable d'identifier le client comme " une entité du secteur X " ».</p> <p><u>Exigence du modèle</u></p> <p>La demande selon le nouveau modèle restera inchangée - son utilisation par les fournisseurs est « fortement recommandée ». Il ne serait pas juste de disqualifier des fournisseurs au seul motif qu'ils n'ont pas utilisé le modèle proposé.</p>		

¹ Pour faciliter l'examen de l'information, les points/recommandations cités fournis par les fournisseurs sont en caractères gras.

SPSV DDR E60ZQ-180001/A - Résumé des commentaires et des changements applicables à la DAMA

QUALIFICATIONS DES SPSV			COMMENTAIRES DES FOURNISSEURS ¹ (en réponse à la demande d'information)	Changement(s)/non-changement(s) applicable(s) à la DAMA finale (y compris la justification)
ENJEU	CONTEXTE	NOUVEAUX BESOINS		
			<p>impossible de joindre la personne-ressource désignée, les soumissionnaires sont pénalisés pour ne pas avoir fourni les renseignements exacts qui ont une incidence sur les notes finales ou sur le respect des exigences obligatoires.</p> <p>En tant qu'organisation d'employés, certains membres de notre personnel ont acquis une expérience pertinente au sein d'une autre organisation, où la confidentialité du client empêche la divulgation d'informations, en particulier pour les projets menés auprès d'une autre entité.</p> <p>Il n'est simplement pas possible, d'un point de vue pratique, de demander les coordonnées des clients pour tous les résumés de projets cités afin de démontrer l'expérience pertinente.</p> <p>Nous avons une recommandation de rechange à la pratique actuelle. S'il est nécessaire de fournir les références des ressources, nous recommandons, au minimum, de fournir les coordonnées de trois clients pour des projets distincts au lieu de fournir les coordonnées des clients de tous les projets en référence.</p> <ul style="list-style-type: none">• Ce modèle est conforme aux modèles requis pour justifier les projets d'autres arrangements en matière d'approvisionnement du gouvernement fédéral et constitue une amélioration logique.• Nous sommes d'accord avec les éléments énumérés dans le modèle de réponse de description de projet recommandé :<ul style="list-style-type: none">• Numéro du projet• Organisation cliente• Nom du projet• Description du projet• Durée du projet (mois et année du début et de la fin de cette période)• Rôle dans le projet• Description du rôle dans le projet et des tâches <p>Nous comprenons que ce modèle est seulement <u>recommandé</u>, mais nous recommandons de supprimer la demande de référence du client du modèle de résumé/description du projet et d'ajouter plutôt une exigence demandant un minimum de trois (3) références récentes (au cours des cinq (5) dernières années) de clients pour chaque ressource proposée. Cela assurera l'uniformité lorsque les soumissionnaires fourniront les renseignements requis.</p> <p>En incluant la référence du client dans le modèle, il est recommandé que les ressources fournissent des références de clients pour chaque projet pertinent qu'elles indiquent. Toutefois, étant donné que certaines des exigences demandent à ce que les ressources fournissent de l'expérience au cours des dix dernières années et que les ressources ont tendance à avoir un grand nombre d'exemples de projets de courte durée au cours de ces dix dernières années, il serait difficile de fournir des références de clients pour chaque projet pertinent répertorié.</p> <ul style="list-style-type: none">• Il peut être difficile de fournir des références de clients pour d'anciennes missions ou des projets confidentiels; il peut être difficile de retrouver des références dans de nouvelles organisations de nombreuses années après une mission. Par exemple, un certain nombre de chargés de projet ont pris leur retraite au cours des dernières années. De plus, dans certains cas, nos clients ne veulent pas que cette information soit fournie dans notre réponse. Cependant, elle peut être donnée sur demande. <p>L'État devrait préciser les attentes en ce qui concerne la communication des références de clients, compte tenu de ces circonstances.</p> <p>Par exemple, si un fournisseur peut indiquer pour qui le travail a été effectué et quel était son rôle au moment de la mission, serait-ce acceptable?</p>	

¹ Pour faciliter l'examen de l'information, les points/recommandations cités fournis par les fournisseurs sont en caractères gras.

AUTRES COMMENTAIRES / RÉTROACTION FOURNIE PAR LES FOURNISSEURS			
ENJEU	CONTEXTE	COMMENTAIRES ET RECOMMANDATIONS DES FOURNISSEURS	CHANGEMENT(S)/NON-CHANGEMENT(S) APPLICABLE(S) À LA DAMA (Y COMPRIS LA JUSTIFICATION)
Les activités du volet 1 chevauchent celles d'autres volets.	Annexe A/Section 2.1 - Volet 1 : Vérification interne L'éventail des activités pourrait inclure la « vérification de qualité ».	Nous recommandons de supprimer le point « vérification de qualité », car il est redondant pour ces services et peut être confondu avec les vérifications effectuées dans le cadre du volet 5.	Mesure requise Aucun changement. Maintenir le statu quo - le point « vérification de qualité » doit continuer de faire partie de l'éventail des activités.
Volet 1 – Spécialiste du soutien à la vérification Les exemples donnés concernant le spécialiste du soutien à la vérification sont axés sur les fonctions de type TI. Selon la nature de la vérification, d'autres expertises pourraient être requises. Il pourrait également être nécessaire de faire appel à un spécialiste du soutien à la vérification pour d'autres volets, comme des spécialistes de la TI et des spécialistes du cyberspace, afin d'appuyer les enquêtes sur les fraudes ou l'analyse des rapports financiers.	Annexe A/Section 6.1 – Spécialiste du soutien à la vérification Il fournit des connaissances et des conseils spécialisés pour appuyer les travaux de vérification effectués par les personnes faisant partie de l'une ou de plusieurs catégories professionnelles décrites ci-dessus. Selon la nature des besoins, les spécialistes du soutien à la vérification peuvent être experts des spécialités suivantes : l'extraction des données, l'analyse des données et l'élaboration de feuilles de calcul, l'échantillonnage statistique, la récupération et la reconstruction des données, l'ingénierie, etc.	Nous recommandons que les exemples fournis pour le spécialiste du soutien à la vérification soient élargis pour inclure, sans toutefois s'y limiter, l'expertise en approvisionnement, l'optimisation de la chaîne d'approvisionnement, les ressources humaines, etc. De plus, l'expérience dans le domaine du cyberspace pourrait également être définie comme une expertise et pourrait s'appliquer à divers domaines. En fin de compte, nous croyons qu'offrir aux ministères clients la possibilité de faire appel au spécialiste du soutien à la vérification dans l'un ou l'autre des volets de l'AMA-SPSV ne profite qu'aux clients et aux fournisseurs, car cela offre une plus grande souplesse dans l'approvisionnement de services spécialisés.	Mesure requise Les catégories supplémentaires des spécialistes du soutien à la vérification et les instructions à l'intention des clients doivent être élargies selon les exemples fournis.
La Politique sur le contrôle interne a été annulée le 1 ^{er} avril 2017 et remplacée par la Politique sur la gestion financière. L'éventail d'activités du volet 6 ne reflète pas le libellé et la portée élargie des contrôles internes inclus dans la nouvelle politique	La liste actuelle des activités du volet 6 (Annexe A/Section 2.6) - Services financiers et comptables se lit comme suit : Au nombre des activités qui pourraient s'inscrire dans le cadre de ce volet, mentionnons : <ul style="list-style-type: none"> • Cadre de contrôle des rapports financiers; • Préparation des états financiers ou des rapports financiers; • Interprétation des normes comptables; • Surveillance des politiques; • Recherche des normes comptables; • Services financiers, y compris analyse des coûts; • Services de comptabilité, et • Énoncés de responsabilité pour la gestion ou le contrôle interne. En outre, les qualifications des ressources pour le partenaire et le chef de projet se lisent comme suit : Partenaire/chef de projet/vérificateur principal - Formation/qualifications professionnelles : Titre professionnel, soit l'un des suivants : CPA, CA CMA ou CGA	Nous recommandons de remplacer toutes les références à la Politique interne par la Politique sur la gestion financière. Nous recommandons également de modifier le libellé suivant afin de mieux l'harmoniser avec la nouvelle politique et les lignes directrices provisoires connexes. Au nombre des activités qui pourraient s'inscrire dans le cadre de ce volet, mentionnons : <ul style="list-style-type: none"> • Évaluation des contrôles internes en matière de gestion financière; • Déclaration de responsabilité de la direction englobant le contrôle interne en matière de rapports financiers; • Préparation des états financiers ou des rapports financiers; • Interprétation des normes comptables; • Recherche des normes comptables; • Surveillance des politiques; • Examens et évaluations des processus de gestion financière; • Analyse des coûts; • Analyse des données, y compris conception ou utilisation d'outils d'intelligence artificielle à l'appui des activités de gestion financière; • Autres services de comptabilité ou de gestion des finances. De plus, étant donné que les activités (p. ex. les examens et les évaluations du processus de gestion financière) faisant partie de ce volet n'exigent pas toutes de l'expérience en vérification et peuvent être exécutées par des ressources qui ont une expérience et ont suivi des études différentes de celles des vérificateurs, nous recommandons de tenir compte des diplômes d'études supérieures pertinents (c.-à-d. MBA ou maîtrise en comptabilité) suffisants pour satisfaire les qualifications professionnelles et de formation pour tous les niveaux ou un titre professionnel est requis (p. ex. partenaire, chef de projet et vérificateur principal).	Mesure requise L'éventail des activités pour le volet 6 est modifié comme suit : <ul style="list-style-type: none"> • Évaluation des contrôles internes en matière de gestion financière; • Déclaration de responsabilité de la direction englobant le contrôle interne en matière de rapports financiers; • Préparation des états financiers ou des rapports financiers; • Interprétation des normes comptables; • Recherche des normes comptables; • Surveillance des politiques; • Analyse des coûts; • Autres services de comptabilité ou de gestion des finances. Les qualifications pour les ressources demeurent inchangées.

1 Pour faciliter l'examen de l'information, les points/recommandations clés fournis par les fournisseurs sont en caractères gras.

AUTRES COMMENTAIRES / RÉTROACTION FOURNIE PAR LES FOURNISSEURS			
ENJEU	CONTEXTE	COMMENTAIRES ET RECOMMANDATIONS DES FOURNISSEURS	CHANGEMENT(S)/NON-CHANGEMENT(S) APPLICABLE(S) À LA DAMA (Y COMPRIS LA JUSTIFICATION)
<p>Lorsqu'on leur demande de fournir des cartes de tarifs, l'approche adoptée par les soumissionnaires peut être très différente, ce qui rend le processus d'évaluation plus difficile.</p> <p>Par exemple, certains soumissionnaires incluent des catégories à des taux déraisonnablement bas (p. ex. 1 \$/jour pour chacune des périodes du contrat et des périodes d'option pour une catégorie de ressources particulière) sans intention d'utiliser cette catégorie de ressources.</p>	4.2.1 – Évaluation financière	<p>Par souci d'uniformité et pour faciliter le processus d'évaluation, nous recommandons que toutes les demandes de propositions (DP) dans le cadre des SPSV utilisent la clause suivante qui a été utilisée dans les DP déjà lancées dans le cadre des SPSV.</p> <p>Les soumissionnaires doivent prendre note de ce qui suit lorsqu'ils établissent les taux quotidiens :</p> <ul style="list-style-type: none"> Un taux donné pour la catégorie de ressources Partenaire/Directeur général doit être supérieur ou égal à un taux donné de gestionnaire/chef de projet; un taux donné de gestionnaire/chef de projet doit être supérieur ou égal à un taux donné de vérificateur principal; un taux donné de vérificateur principal doit être supérieur ou égal à un taux donné de vérificateur; et un taux donné de vérificateur doit être égal ou supérieur à un taux donné de vérificateur subalterne. Un taux donné ne doit pas augmenter ou diminuer de plus de 5 % d'une année à l'autre. 	<p>Mesure requise</p> <p>Aucun changement. Les commentaires s'appliquent aux demandes de propositions subséquentes. De multiples clauses similaires sont fournies aux clients dans le modèle de demande de propositions de SPSV; cependant, il peut y avoir des circonstances où ces clauses spécifiques ne conviennent pas ou lorsque d'autres moyens sont utilisés pour éliminer ou réduire la manipulation de l'évaluation financière. En tant que tel, le choix d'inclure ou non ces clauses (ou d'autres clauses similaires) reviendra au client.</p>
<p>Expertise technique</p> <p>Les fournisseurs visés par l'arrangement en matière d'approvisionnement de SPSV sont nombreux, qu'il s'agisse d'entreprises à propriétaire unique ou de multinationales de services professionnels. Il va sans dire que les capacités de chaque fournisseur seront variées et seront plus ou moins adaptées à un besoin spécifique. Après tout, l'État achète des services professionnels et non un produit comme des fournitures de bureau. La complexité et le risque devraient être pris en compte pour chaque projet et les critères obligatoires et évalués, ainsi que la base de sélection, devraient en tenir compte.</p>	s.o.	<p>Nous recommandons que pour les exigences à risque plus élevé ou plus complexes, les critères cotés ou évalués mettent l'accent sur l'expertise technique requise. Par exemple, dans le cas d'une vérification interne des ressources humaines, le ministère pourrait inclure dans la demande de propositions l'exigence d'un spécialiste du soutien à la vérification possédant des connaissances et une expérience en ressources humaines.</p> <p>De plus, on pourrait demander aux soumissionnaires de donner un aperçu de leurs outils, de leurs méthodes et de leur approche afin de démontrer leur capacité de répondre au besoin de manière efficiente et efficace, ce qui apporterait également une valeur ajoutée à l'État.</p> <p>En outre, on pourrait mettre davantage l'accent sur l'expertise technique et l'expérience des fournisseurs en pondérant l'évaluation technique en conséquence, tout en tenant compte du prix (c'est-à-dire en pondérant 80% l'évaluation technique et 20% le prix ou une évaluation technique plus élevée en respectant le budget).</p>	<p>Mesure requise</p> <p>Aucun changement. Les commentaires s'appliquent aux demandes de propositions subséquentes. Chaque DP est unique et chaque client a la discrétion de mettre l'accent sur les exigences qu'il choisit (c.-à-d. ce qu'il considère comme important pour lui).</p>
<p>Approche de prestation des services</p> <p>Il est impératif que l'État définisse clairement les objectifs de ses besoins dans l'énoncé des travaux. Toutefois, lorsque l'État prescrit les catégories de ressources qui peuvent être utilisées ou précise certaines tâches, il impose une approche et laisse peu de place à l'innovation ou à l'utilisation de pratiques exemplaires.</p>	s.o.	<p>Nous recommandons que les ministères évaluent l'approche adoptée par le soumissionnaire pour tenir compte des particularités, y compris les aspects les plus risqués ou les plus complexes de leurs propositions, et que l'approche soit évaluée adéquatement.</p> <p>En tant que fournisseurs de SPSV retenus, nous sommes bien placés pour comprendre les exigences des ministères en matière de services liés à la vérification, proposer la meilleure façon d'atteindre les objectifs des ministères en affectant les ressources et les niveaux d'effort en conséquence, et assurer la prestation et la satisfaction des exigences définies.</p> <p>Si l'encouragement de l'État est de continuer de définir clairement ses besoins en matière de services dans les énoncés des travaux des SPSV, tout en donnant aux soumissionnaires la souplesse nécessaire pour affecter les catégories de ressources appropriées et les niveaux d'effort connexes afin d'atteindre les objectifs du projet dans les limites du budget prévu.</p>	<p>Mesure requise</p> <p>Aucun changement. Les commentaires s'appliquent aux demandes de propositions subséquentes. Chaque demande de propositions est unique et chaque client a le choix de définir ses besoins en fonction de sa situation particulière.</p>
<p>Prescription concernant l'affectation des ressources</p> <p>Certains ministères limiteront ou excluront certaines catégories de ressources dans le besoin, imposant ainsi une approche au soumissionnaire. Par exemple, une demande de propositions qui ne demande que des ressources de niveau vérificateur principal exclut la possibilité de ressources de niveau supérieur pour assurer la qualité du travail ou pour fournir une expertise en la matière. De plus, le personnel qui manque</p>	s.o.	<p>Nous recommandons que les ministères permettent aux soumissionnaires de proposer la combinaison de ressources qu'ils jugent la plus appropriée pour répondre au besoin et d'évaluer l'approche au moyen de critères d'évaluation appropriés. Le soumissionnaire doit expliquer la raison de l'utilisation de la combinaison de ressources qu'il propose.</p> <p>Si l'intention de l'État est de compléter une équipe existante et que la ressource est sous la supervision du personnel du ministère, il peut être plus approprié de recourir à des arrangements en matière d'approvisionnement pour augmenter le personnel, comme les Services d'aide temporaire (SAT),</p>	<p>Mesure requise</p> <p>Aucun changement. Les commentaires s'appliquent aux demandes de propositions subséquentes. Chaque demande de propositions est unique et chaque client a le choix de définir ses besoins en fonction de sa situation particulière.</p>

AUTRES COMMENTAIRES / RÉTROACTION FOURNIE PAR LES FOURNISSEURS			
ENJEU	CONTEXTE	COMMENTAIRES ET RECOMMANDATIONS DES FOURNISSEURS	CHANGEMENT(S)/NON-CHANGEMENT(S) APPLICABLE(S) À LA DAMA (Y COMPRIS LA JUSTIFICATION)
provincial, municipal et dans le Secteur public élargi (SPE)		cotés supplémentaires qui permettent à une expérience au gouvernement fédéral d'obtenir plus de points ce qui permet aux ministères fédéraux de confirmer l'expérience au gouvernement fédéral au besoin.	(SPE), en plus de l'expérience propre au gouvernement fédéral, est acceptable pour la demande d'arrangement en matière d'approvisionnement (DAMA).
Critères d'évaluation - Financier - réduire au minimum la manipulation des taux par l'inclusion de clauses d'évaluation financière normalisées	De temps à autre, des soumissionnaires soumettront des taux artificiels qu'ils refuseront d'honorer pendant l'attribution du contrat.	<p>Afin de réduire au minimum la probabilité de soumission de taux superficiels conduisant à l'échec d'un marché, de nombreuses exigences de l'AMA - SPSV incluent une instruction de justification des taux dans le cadre des exigences de l'évaluation. Nous recommandons que l'État se protège en incluant une clause telle que : « Justification des taux proposés par les soumissionnaires dans les soumissions pour les services professionnels » en tant qu'exigence obligatoire standard pour toutes les DP d'AMA-SPSV. Le contenu ci-dessous est utilisé sur plusieurs DP d'AMA-SPSV <i>Justification des taux proposés par les soumissionnaires dans les soumissions pour les services professionnels</i></p> <p><i>Selon l'expérience du Canada, les soumissionnaires proposent parfois des taux dans les soumissions pour des services professionnels pour une ou plusieurs catégories de ressources lorsqu'ils sont sélectionnés comme entrepreneur pour les travaux, qu'ils refusent par la suite d'honorer pendant la période du contrat attribué, y compris toute période de prolongation, parce que ces taux proposés ne leur permettent pas de recouvrer leurs propres coûts ou de réaliser un profit.</i></p> <p><i>Le taux quotidien ferme tout compris proposé pour une catégorie de ressources donnée inclus dans la proposition financière du soumissionnaire doit être établi séquentiellement, c.-à-d. le taux du partenaire/directeur général doit être plus élevé que celui du gestionnaire/chef de projet, le taux du gestionnaire/chef de projet doit être plus élevé que celui du vérificateur principal, etc.</i></p> <p><i>Le taux quotidien ferme tout compris proposé pour une catégorie de ressources donnée ne peut diminuer de plus de 10 %* d'une année à l'autre, que ce soit durant la période initiale ou durant toute période optionnelle précisée dans la présente demande de soumissions.</i></p> <p><i>Lors de l'évaluation des soumissions financières présentées par les soumissionnaires en réponse à la présente demande de soumissions, le Canada peut, sans y être tenu, demander une justification des prix aux soumissionnaires pour tous les taux qu'ils ont proposés dans leur soumission financière (que ce soit pour l'ensemble des catégories de ressources ou certaines catégories en particulier).</i></p> <p>*Note : la valeur peut varier.</p>	<p>Mesure requise</p> <p>Aucun changement. Les commentaires s'appliquent aux demandes de propositions subséquentes. Chaque demande de propositions est unique et chaque client a le choix de définir ses besoins en fonction de sa situation particulière.</p>
Critères d'évaluation - Financiers - optimiser les ressources de l'État par l'exécution en équipe	Nous constatons qu'une approche des services de vérification fondée sur le travail d'équipe permet aux soumissionnaires de faciliter le transfert des connaissances et le partage de l'information avec nos clients. La prestation de services en équipe permet d'avoir des capacités internes pour mieux soutenir notre client parce que nos équipes se concentrent sur la livraison et moins sur le suivi du temps aux fins de la facturation. La prestation de services en équipe est généralement mieux adaptée aux calendriers de paiement basés sur des jalons.	<p>Pour que les utilisateurs identifiés de l'AMA-SPSV réalisent pleinement l'optimisation des ressources grâce à des services à valeur ajoutée tels que le transfert continu de connaissances pendant une mission, la DAMA SPSV pourrait encourager les propositions financières de paiement basées sur des jalons et inclure des critères d'évaluation qui encouragent les approches basées sur le travail en équipe pour les missions nécessitant deux ressources ou plus. Les calendriers basés sur des jalons minimisent le fardeau administratif et les coûts pour les équipes des clients et les fournisseurs.</p>	<p>Mesure requise</p> <p>Aucun changement. Les commentaires s'appliquent aux demandes de propositions subséquentes. Chaque demande de propositions est unique et chaque client a le choix de définir ses besoins en fonction de sa situation particulière.</p>
Page 7 de 60 – 1.7 Désignation de marché réservé	s.o.	L'État peut-il confirmer le montant des approvisionnements de SPSV qui étaient assujettis à la Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones depuis avril 2016?	<p>Mesure requise</p> <p>Aucun changement. Pour obtenir ces renseignements, il faut présenter une demande au Bureau de l'Accès à l'information et protection des renseignements personnels.</p>

¹ Pour faciliter l'examen de l'information, les points/recommandations clés fournis par les fournisseurs sont en caractères gras.

DDR pour le renouvellement de l'AMA- SPSV 2018

SÉANCE D'INFORMATION À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

Ordre du jour

- Mot d'ouverture
- Aperçu du besoin
- Aperçu du processus de consultation
- Examen de la DDR et de l'ébauche de demande pour un arrangement en matière d'approvisionnement (DAMA)
- Sujets pour discussion ou précision
- Jalons et prochaines étapes
- Questions

Mot d'ouverture

- Présentation de l'équipe de SPSV :
 - BCG – Linda d'Anjou, Sylvain Tomeho
 - TPSGC – Philip de Leon, Hemasrikha Bucktowar
- Renseignements d'ordre général :
 - Compte rendu de la rencontre
 - Bilinguisme
 - Salles de toilette

Aperçu du besoin

- Historique de AMA SPSV
 - Établi en 2006
 - Actuellement 30 titulaires d'AMA-SPSV
 - Outil d'approvisionnement obligatoire à l'échelle du gouvernement fédéral qui permet d'obtenir les services professionnels nécessaires au respect des obligations établies dans deux politiques du Conseil du Trésor : Politique sur la vérification interne et Politique sur le contrôle interne.

Aperçu du besoin (suite)

- 3 éléments clés pour le processus de lancement d'un nouvel appel d'offres pour la DAMA :
 - Fournir des renseignements supplémentaires pour préciser les exigences relatives à la soumission
 - Clarifier les exigences actuelles
 - Définir les nouvelles exigences

Aperçu du besoin

- Volet 1 : Services de vérification interne
- Volet 2 : Évaluations de qualité de la vérification interne
- Volet 3 : Technologie de l'information et vérifications des systèmes
- Volet 4 : Vérifications judiciaires
- Volet 5 : Vérification externe
- Volet 6 : Services financiers et comptables
- Volet 7 : Formation sur le contrôle interne
- Volet 8 : Vérification des bénéficiaires et des accords de contribution

Aperçu du processus de consultation

- Rôles et responsabilités
 - BCG – Responsable technique
 - TPSGC – Responsable des achats
- Le renouvellement nous permet d'apporter des ajustements à l'AMA en cas de changements dans l'industrie (p. ex., désignations professionnelles), des besoins des clients, des lois et règlements, etc.
- Une DDR permet d'échanger des idées de façon moins « bureaucratique ».

Examen de la DDR et de l'ébauche de DAMA

- DDR E60ZQ-180001-A.doc
- Ébauche DAMA SPSV Renouvellement 2018.pdf

Sujets pour discussion ou précision

- Attestation des droits acquis

5.2.1 Attestation des droits acquis

Le fournisseur atteste que, en ce qui a trait à chacune des exigences obligatoires pour son AMA :

- i. le fournisseur satisfait aux exigences obligatoires à la date de clôture de la DAMA; _____ (initiales)*
- ii. toute l'information soumise antérieurement est encore véridique, précise et à jour, et peut être utilisée aux fins de la présente DAMA; _____ (initiales)*

Attestation des droits acquis (suite)

5.2.8 Études et expérience

Les fournisseurs:

- a) doivent soumettre cet énoncé par l'entremise du Module du fournisseur du SSPC, CCD, avant la date et l'heure de clôture de la présente DAMA; et
- b) pourraient devoir présenter cet énoncé signé et/ou les renseignements connexes par courrier électronique au cours de la période d'évaluation.

Le fournisseur atteste qu'il a vérifié tous les renseignements fournis dans les curriculum vitae et les documents à l'appui présentés avec l'arrangement, plus particulièrement les renseignements relatifs aux études, aux réalisations, à l'expérience et aux antécédents professionnels, et que ceux-ci sont exacts.

Attestation des droits acquis (suite)

« Nous croyons comprendre que l'intention du lancement d'un nouvel appel d'offres pour l'AMA-SPSV est de qualifier des entreprises (plutôt que des ressources individuelles). Cela étant dit, nous craignons que l'attestation des droits acquis n'oblige les entreprises déjà qualifiées pour l'AMA-SPSV à confirmer que les ressources proposées il y a plusieurs années, lors du dernier renouvellement, sont toujours disponibles. Cette information sera difficile à confirmer pour de nombreuses entreprises, qui n'en demeurent pas moins extrêmement qualifiées pour satisfaire aux exigences de l'AMA global. Par conséquent, nous aimerions confirmer que l'attestation des droits acquis s'applique uniquement aux entreprises, et non aux ressources nommées dans le processus initial de qualification pour l'AMA. Cette méthode serait conforme à la façon dont l'État gère les attestations des droits acquis dans le cadre d'autres mécanismes pangouvernementaux comme les services professionnels centrés sur les tâches et les solutions ainsi que les arrangements en matière d'approvisionnement des services professionnels en informatique centrés sur les tâches et les solutions. Ainsi, l'État s'assure que les entreprises qualifiées le demeurent, et les qualifications des ressources peuvent être évaluées au moment de l'émission de demandes de propositions (DP) pour des besoins donnés. » (traduction libre)

- Nous confirmons que l'interprétation ci-dessus est exacte : l'attestation n'exige pas que le fournisseur certifie que **les ressources nommées dans le processus de qualification initial d'AMA** « *continuent de satisfaire à ces exigences obligatoires* » (traduction libre); elle exige que le **fournisseur** certifie qu'il continue de satisfaire aux exigences obligatoires. Par exemple, le fournisseur atteste qu'il dispose de ressources qui répondent aux exigences minimales obligatoires dans les volets pour lesquels il souhaite demeurer qualifié.

Sujets pour discussion ou précision

- **Utilisation appropriée de l'AMA**

« Nous avons remarqué récemment que certaines des DP pour les SPSV ne demandent qu'une ou deux ressources pour appuyer une équipe ministérielle ou de secteur de programme existante. Ces personnes sont sous la supervision du personnel du ministère et ne sont pas tenues responsables des produits livrables ou des résultats des travaux. On voit habituellement ce type d'arrangement pour un besoin d'augmentation de personnel ou d'aide temporaire plutôt que comme solution pour un besoin donné. Du point de vue du soumissionnaire, les types de clauses contractuelles portant sur un AMA en vue d'augmenter le personnel, comme les services de travail temporaire (STT), seraient plus appropriés que les SPSV. L'État peut-il indiquer dans quelles situations les STT seraient plus appropriés que les SPSV? » (traduction libre)

- Bien qu'une autre méthode d'approvisionnement puisse être plus appropriée, rien dans l'AMA n'empêche les clients d'acquiescer des services de la manière décrite. L'ajout de restrictions à l'AMA pour mettre un frein à cette pratique pourrait nuire à d'autres clients qui ont réellement besoin d'un nombre limité de ressources. Des conseils sont fournis aux clients qui en font la demande.

Jalons et prochaines étapes

- Fin de la DDR : 13 septembre 2018
- Consultations individuelles (le cas échéant) – Fin septembre/début octobre
- Mise en œuvre des changements par suite des commentaires recueillis dans le cadre de la DDR
- DAMA prévue pour la fin octobre

Questions

- Les services de vérification de la cybersécurité, qui étaient auparavant compris dans un autre mécanisme (AMA pour la cyberprotection) semblent maintenant être inclus dans les volets 2, 3 et 4. Par contre, les désignations des ressources pour ces volets sont davantage axées sur la comptabilité que sur la TI (p. ex., CPA). Y aura-t-il une certaine latitude qui permettrait d'accepter d'autres désignations axées sur la TI?
 - D'autres désignations de TI ont été ajoutées. De plus, les clients peuvent ajouter des désignations axées sur la TI à l'étape de la DP.
- À combien de coentreprises un fournisseur peut-il participer dans le cadre des SPSV?
 - Les fournisseurs peuvent se voir attribuer jusqu'à deux AMA pour les combinaisons suivantes : individuellement, individuellement et en coentreprise ou deux coentreprises

Questions

- Valeurs minimales de projet pour le CTO1 (p. ex., 40 000 \$ pour les volets 1, 3, 5 et 8) : les seuils établis pourraient pénaliser le fournisseur si le service a été fourni à moindre coût. Comment les valeurs ont-elles été établies et peut-on réduire ces seuils?
 - Les seuils sont demeurés inchangés depuis la création de SPSV, mais tout changement proposé sera pris en considération.

WebEx

L'enregistrement WebEx peut être consulté à l'adresse suivante :

<https://pwgsc-nh.webex.com/pwgsc-nh/jdr.php?RCID=8932b1d33a1dd927d699af9787e9bc0c>

Veuillez noter :

- Selon la langue de choix des participants, la séance d'information a été effectuée principalement en anglais; par conséquent, la bande audio dans l'enregistrement est fournie dans son format original.
- En raison de problèmes techniques imprévus, l'enregistrement audio cesse à environ 40 minutes de passage. Les sujets abordés et les renseignements fournis après ce point ont été résumés dans les diapositives précédentes selon les notes disponibles.